

- **Accident du travail mortel** / Publication d'un [décret du 09.06.2023](#) imposant à l'employeur une nouvelle obligation d'information de l'inspecteur du travail en cas d'accident du travail mortel.
- **Abandon de poste et présomption de démission** / Les Questions Réponses du Ministère du travail retiré d'internet, de plus en plus de contestations en justice ... Bref du Rififi dans le nouveau dispositif !
- **Vague de chaleur** / Publication [d'un plan de gestion des vagues de chaleur](#) (15 mesures phares) le 08.06.2023 et [mise à jour de la Fiche du Ministère du Travail](#) à la date du 16.06.2023.
- **Montant du Net Social** / Mise à jour du [Questions – Réponses du Ministère du travail](#) concernant cette nouvelle rubrique du bulletin de salaire (Attention : entrée en vigueur le 01.07.2023).
- **Titre-restaurant** / La limite d'exonération de la part patronale (devant être comprise entre 50% et 60%) est fixée à 6,91 € pour les titres émis en 2023 ([Publication du décret du 31.05.2023](#) et [mise à jour du BOFIP du 08.06.2023](#)).
- **Obligation vaccinale du personnel soignant** / Suspension de l'obligation vaccinale du personnel soignant depuis le 15.05.2023 ([Publication du décret du 13.05.2023](#) et [précisions sur le site Vie Publique](#))
- **Nouveaux taux de versement mobilité au 01.07.2023** / Tous les employeurs, qui emploient 11 salariés et plus dans une zone où est institué le versement mobilité, sont redevables de cette contribution ([Les Actualités de l'URSSAF du 01.06.2023](#)).
- **Sort des primes de bienvenue en cas de démission « rapide »** / La Cour de cassation valide la clause de remboursement partiel d'une prime d'arrivée. Une clause « dont l'objet est de fidéliser le salarié dont l'employeur souhaite s'assurer la collaboration dans la durée, peut, sans porter une atteinte injustifiée et disproportionnée à la liberté du travail, subordonner l'acquisition de l'intégralité d'une prime d'arrivée, [...], à une condition de présence de ce dernier dans l'entreprise pendant une certaine durée après son versement et prévoir le remboursement de la prime au prorata du temps que le salarié, en raison de sa démission, n'aura pas passé dans l'entreprise avant l'échéance prévue » ([Cass. Soc. du 11.05.2023 n°21-25136](#)).

## ALERTES |

### POINTS DE VIGILANCE

- **Constat de l'inaptitude** / La Cour de cassation précise que : « le médecin du travail peut constater l'inaptitude d'un salarié à son poste à l'occasion d'un examen réalisé à la demande de celui-ci [...], peu important que l'examen médical ait lieu pendant la suspension du contrat de travail » ([Cass. Soc. du 24.05.2023 n°22-10517](#)).
- **Rupture conventionnelle Homologuée (RCH)** / Une RCH peut être signée après un licenciement ou une démission. Dans ce cas, l'employeur et le salarié renoncent ensemble à la rupture « unilatérale » survenue juste avant ([Cass. Soc. du 11.05.2023 n°21-18117](#)).

## Y AVEZ-VOUS PENSÉ ? |

### QUELS PEUVENT ÊTRE VOS LEVIERS DE NÉGOCIATION / DISCUSSION ?

- **Transition écologique et dialogue social** / Signature d'un Accord National Interprofessionnel du 11.04.2023 par la CFDT et la CFTC : [le communiqué de la CFDT](#).